



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L' AISNE

***RECUEIL
DES ACTES
ADMINISTRATIFS***

**Édition Spéciale partie 1
du mois d' Août 2015**

PREFECTURE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE

Service Hébergement

Avis d'appel à projets de créations de nouvelles places de centres provisoires d'hébergement (CPH) dans le département de l'Aisne, n°2015-524 en date du 31 juillet 2015 et son annexe 1 Page 1261

PREFECTURE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE *Service Hébergement*

AVIS D'APPEL À PROJETS MÉDICO-SOCIAUX n°2015-524 en date du 31 juillet 2015

Dans un contexte de forte pression migratoire vers le continent européen depuis le début de l'année 2014, le Gouvernement a présenté lors du conseil des ministres du 17 juin 2015 un plan d'amélioration de la prise en charge des migrants qui prévoit notamment de mobiliser des solutions d'accueil pour les bénéficiaires d'une protection internationale. Il a été décidé dans ce cadre de créer 500 nouvelles places en centres provisoires d'hébergement (CPH) au niveau national.

Le présent appel à projets vise à sélectionner des projets d'ouverture de places de CPH dans le département de l'Aisne qui seront présentés au ministère de l'intérieur en vue de la sélection finale des 500 nouvelles places de CPH en décembre 2015.

Clôture de l'appel à projets : 4 octobre 2015

1 – QUALITÉ ET ADRESSE DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR DÉLIVRER L'AUTORISATION :
Monsieur le Préfet du département de l'Aisne, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 c) du code de l'action sociale et des familles (CASF). Les dossiers sont à adresser à Madame la Directrice – DDCS - 23 rue Franklin Roosevelt - BP 545 – 02001 LAON CEDEX

2 – CONTENU DU PROJET ET OBJECTIFS POURSUIVIS :
L'appel à projets porte sur la création de nouvelles places de CPH dans le département de l'Aisne. Les CPH relèvent de la 8^e catégorie d'établissements et services médico-sociaux énumérés à l'article L. 312-1-I du CASF.

3 – CAHIER DES CHARGES :
Le cahier des charges de l'appel à projets fait l'objet de l'annexe 3 du présent avis. Il pourra également être adressé par courrier sur simple demande écrite formulée auprès de direction départementale de la cohésion sociale de l'Aisne, unité « hébergement ».

4 – MODALITÉS D'INSTRUCTION DES PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION :
Les projets seront analysés par un (ou des) instructeur(s) désigné(s) par le Préfet de département. Les dossiers parvenus ou déposés après la date limite de dépôt des dossiers ne seront pas recevables (le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt faisant foi).

La vérification des dossiers reçus dans la période de dépôt se fait selon deux étapes :
- vérification de la régularité administrative et de la complétude du dossier, conformément à l'article R. 313-5-1 -1^{er} alinéa du CASF ; le cas échéant, il peut être demandé aux candidats de compléter le dossier de candidature pour les informations administratives prévues à l'article R. 313-4-3 1^o du CASF dans un délai de 8 jours.

- les dossiers reçus complets à la date de clôture de la période de dépôt et ceux qui auront été complétés dans le délai indiqué ci-dessus seront analysés sur le fond du projet sur la bases des indications du cahier des charges joint au présent avis.

A ce stade, l'instruction des dossiers prévue à l'article R. 313-6-3° du CASF ne sera pas engagée conformément à l'article R. 313-6-3° du CASF.

Le (ou les) instructeur(s) établira (ont) un compte rendu d'instruction motivé sur chacun des projets qu'il(s) présentera (ont) à la commission de sélection d'appel à projets. Sur la demande du président de la commission, le (ou les) instructeur(s) pourra (ont) proposer un classement des projets selon les critères de sélection prévus pour l'appel à projets.

Ne seront pas soumis à cette commission de sélection les projets d'extension de places de CPH correspondant à une augmentation de moins 30 % de la capacité autorisée par le dernier appel à projets, lors du renouvellement de l'autorisation ou, à défaut de l'une de ces deux capacités, celles autorisée à la date du 1^{er} juin 2014, date d'entrée en vigueur du décret n°2014-565 du 30 mai 2014 (article. D. 313-2 du code de l'action sociale et des familles).

La commission de sélection d'appel à projets sera constituée par le Préfet de département, conformément aux dispositions de l'article R. 313-1 du CASF, et sa composition sera publiée au recueil des actes administratifs (RAA) de la Préfecture de département.

La liste des projets classés est également publiée au RAA de la Préfecture de département. Cette liste sera transmise par le Préfet de département au Préfet de région, qui l'adressera au ministère de l'intérieur.

Chaque projet soumis à la dérogation prévue par l'article D. 313-2 susmentionné sera également transmis dans les meilleurs délais au ministère de l'intérieur dès l'instruction finalisée par les services préfectoraux.

Sur le fondement de l'ensemble des listes départementales réceptionnées, ainsi que des projets non soumis à l'avis de la commission de sélection, le ministère de l'intérieur opérera une sélection nationale des 500 nouvelles places de CPH.

Pour chaque projet retenu, la décision d'autorisation du Préfet de département sera publiée selon les mêmes modalités que ci-dessus ; elle sera notifiée au candidat retenu par lettre recommandée avec accusé de réception et sera notifiée individuellement aux autres candidats.

5 – MODALITÉS DE TRANSMISSION DU DOSSIER DU CANDIDAT :

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, un dossier de candidature par courrier recommandé avec demande d'avis de réception au plus tard pour le 4 octobre 2015, le cachet de la poste faisant foi.

Le dossier sera constitué de :

- 2 exemplaires en version "papier" ;
- 2 exemplaires en version dématérialisée (dossier enregistré sur clef USB).

Le dossier de candidature (version papier et version dématérialisée) devra être adressé à :

Direction de la Cohésion Sociale, Unité « hébergement », 23 rue Franklin Roosevelt - BP 545 – 02001 LAON CEDEX

Il pourra être déposé contre récépissé à la même adresse et dans les mêmes délais au :

23 rue Franklin Roosevelt - BP 545 – 02001 LAON CEDEX de 9h15 à 11h30 et de 14h00 à 16h00.

Qu'il soit envoyé ou déposé, le dossier de candidature sera inséré dans une enveloppe cachetée portant la mention "NE PAS OUVRIR " et "Appel à projets 2015 – n° 2015-1" qui comprendra deux sous-enveloppes :

- une sous-enveloppe portant la mention "Appel à projets 2015- n° 2015-1– candidature" ;
- une sous-enveloppe portant la mention "Appel à projets 2015- n° 2015-1– projet".

Dès la publication du présent avis, les candidats sont invités à faire part de leur déclaration de candidature, en précisant leurs coordonnées.

6 – COMPOSITION DU DOSSIER :

6-1 – Concernant la candidature, les pièces suivantes devront figurer au dossier :

- a) les documents permettant une identification du candidat, notamment un exemplaire des statuts s'il s'agit d'une personne morale de droit privé ;
- b) une déclaration sur l'honneur du candidat, certifiant qu'il n'est pas l'objet de l'une des condamnations devenues définitives mentionnées au livre III du CASF ;
- c) une déclaration sur l'honneur certifiant qu'il n'est l'objet d'aucune des procédures mentionnées aux articles L. 313-16, L. 331-5, L. 471-3, L. 472-10, L. 474-2 ou L. 474-5 du CASF ;
- d) une copie de la dernière certification du commissaire aux comptes s'il y est tenu en vertu du code du commerce ;
- e) les éléments descriptifs de son activité dans le domaine médico-social et de la situation financière de cette activité ou de son but médico-social, tel que résultant de ses statuts lorsqu'il ne dispose par encore d'une telle activité.

6-2 – Concernant la réponse au projet, les documents suivants seront joints :

- a) tout document permettant de décrire de manière complète le projet en réponse aux besoins décrits par le cahier des charges ;
- b) un état descriptif des principales caractéristiques auxquelles le projet doit satisfaire :
Un dossier relatif aux démarches et procédures propres à garantir la qualité de la prise en charge comprenant :
 - un avant-projet du projet d'établissement ou de service mentionné à l'article L. 311-8 du CASF,
 - l'énoncé des dispositions propres à garantir les droits des usagers en application des articles L. 311-3 et L. 311-8 du CASF,
 - la méthode d'évaluation prévue pour l'application du premier alinéa de l'article L. 312-8 du CASF, ou le résultat des évaluations faites en application du même article dans le cas d'une extension ou d'une transformation,
 - le cas échéant, les modalités de coopération envisagées en application de l'article L. 312-7 du CASF,Un dossier relatif aux personnels comprenant une répartition prévisionnelle des effectifs par type de qualification ;
 - selon la nature de la prise en charge ou en tant que de besoin, un dossier relatif aux exigences architecturales comportant :
 - une note sur le projet architectural décrivant avec précision l'implantation, la surface et la nature des locaux en fonction de leur finalité et du public accompagné ou accueilli.Un dossier financier comportant :
 - le bilan financier du projet et le plan de financement de l'opération,
 - les comptes annuels consolidés de l'organisme gestionnaire lorsqu'ils sont obligatoires,
 - le programme d'investissement prévisionnel précisant la nature des opérations, leurs coûts, leurs modes de financement et un planning de réalisation,
 - si le projet répond à une extension, le bilan comptable de ce centre,
 - les incidences sur le budget d'exploitation du centre du plan de financement mentionné ci-dessus,
 - le budget prévisionnel en année pleine du centre pour sa première année de fonctionnement.
- c) dans le cas où plusieurs personnes physiques ou morales gestionnaires s'associent pour proposer un projet, un état descriptif des modalités de coopération envisagées devra être fourni.

7 – PUBLICATION ET MODALITÉS DE CONSULTATION DE L'AVIS D'APPEL À PROJETS :

Le présent avis d'appel à projets est publié au RAA de la Préfecture de département ; la date de publication au RAA vaut ouverture de la période de dépôt des dossiers jusqu'à la date de clôture fixée le 4 octobre 2015.

Cet avis peut être remis gratuitement dans un délai de huit jours aux candidats qui le demandent par courrier recommandé avec avis de réception.

8 – PRÉCISIONS COMPLÉMENTAIRES :

Les candidats peuvent demander à la Préfecture de département des compléments d'informations avant le 26 septembre 2015 exclusivement par courrier à l'adresse suivante : DDCS - 23 rue Franklin Roosevelt - BP 545 – 02001 LAON CEDEX en mentionnant, dans l'objet du courrier, la référence de l'appel à projet "Appel à projets 2015 – 1 - CPH".

9 – CALENDRIER :

Date de publication de l'avis d'appel à projets au RAA : le 5 août 2015

Date limite de réception des projets ou de dépôt des dossiers de candidatures : le 4 octobre 2015

Date prévisionnelle de la réunion de la commission de sélection d'appel à projets : le 15 octobre 2015

Date prévisionnelle de notification de l'autorisation et information aux candidats non retenus : le 15 novembre 2015

Date limite de la notification de l'autorisation : le 5 avril 2016

L'annexe 1 à cet arrêté est consultable sur le portail des services de l'Etat dans l'Aisne (www.aisne.gouv.fr/Publications/Recueil-des-Actes-Administratifs)

Fait à Laon, le 31 juillet 2015

Le Préfet du département de l'Aisne
Signé : Raymond LE DEUN

L'annexe est consultable sur le portail des services de l'État dans l'Aisne
(www.aisne.gouv.fr/publications/recueil-des-actes-administratifs)

n°2015_30_Août_Edit_Sp_1 :
2015-524_Annexe1_Avis-Appel-Projets